

Les luttes autochtones contre le gaz à celles contre les éoliennes **Se lier d'abord aux luttes libératrices des bases populaires**

Cette article lumineux du New York Times à propos des développements gargantuesques d'installations de transport et d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) sur le côte Pacifique de la Colombie britannique en plein territoire autochtone légalement reconnu par la Constitution canadienne met en relief les contradictions que ces développements provoquent au sein de ces communautés. D'un côté se trouvent les transnationales avec leurs milliards \$ et appuyées par les gouvernements et de l'autre les peuples autochtones avec leur pauvreté et leurs divisions tant nationales que celles de leur gouvernance interne déstructurée par la Loi des Indiens.

Sans la forte mobilisation tant des autres nations autochtones que celle du peuple non-autochtone, on envisage mal une défaite des puissances de l'Argent. C'est pourtant ce qui aurait pu arriver quand en 2020 [la lutte des Wet'suwe'ten](#) a été soutenue à travers le Canada par des mobilisations de plusieurs nations autochtones et par une partie la militance écologiste non-autochtone... mais jamais au niveau de masse requis que seule une mobilisation syndicale aurait pu permettre.

Ce que sont le gaz naturel et le pétrole bitumineux dans l'Ouest canadien, l'électricité éolienne et hydraulique l'est au Québec. Appuyés par Québec et Ottawa, Hydro-Québec, quand ça ne sont pas les entreprises minières et forestières, embarquent les officiels élus autochtones souvent réticents parfois à coups de prêts pour investir en tant qu'actionnaires minoritaires, de participations faiblardes aux bénéfices et de promesses de quelques emplois essentiellement de soutien. Comme en Colombie britannique, soit des leaders traditionnels soit d'humbles regroupements citoyens autochtones, parfois appuyés d'une poignée militante non-autochtone, essaient de résister vaille que vaille. Mais sans une mobilisation à la Greta Thunberg soutenue dans le temps et organisationnellement enracinée, il n'y aura pas de lumière victorieuse au bout du tunnel.

Lles nations autochtones sont opprimées par celles « blanches ». Il en découle que la gauche sociale et politique doit toujours tendre la main aux directions imposées par l'ignoble Loi des Indiens et être solidaires de leurs revendications démocratiques. Mais elle doit avant tout se lier organiquement aux luttes issues de

Ce sera le premier au monde à appartenir à des populations autochtones.

Les grandes ambitions du Canada, qui souhaite devenir un grand exportateur de gaz, reposent en grande partie sur les communautés autochtones qui contrôlent des pans entiers du territoire côtier. L'expansion, qui s'étend sur les 600 milles du littoral de la Colombie-Britannique, est controversée pour un pays qui s'est également engagé à s'éloigner des combustibles fossiles responsables du réchauffement de la planète.

Le gaz sera expédié en Asie pour alimenter certaines des économies les plus gourmandes en énergie du monde. Il apportera également un afflux d'argent aux communautés indigènes isolées qui luttent depuis longtemps pour trouver leur place dans l'économie moderne.

Mais cette nouvelle ruée rappelle les cicatrices des précédentes. Les terres et les mers de cette région ont été exploitées pour la fourrure, le poisson, l'or et le bois, tandis que les populations autochtones ont été ravagées par la maladie, la pauvreté et l'assimilation forcée. La promesse d'investissements gaziers de plusieurs milliards de dollars a relancé un débat vieux de plusieurs générations sur l'identité autochtone et la gestion de l'environnement.

Mme Smith et les Haisla ont tout misé sur le gaz. Mais certains membres d'une tribu voisine empêchent les compagnies gazières de mettre le pied sur leurs terres. Les divisions sont profondes, au sein des communautés et dans le cœur des gens.

« Certains me qualifient de pomme - rouge à l'extérieur, blanche à l'intérieur », a déclaré Mme Smith. « Mais suis-je vraiment une vendue, suis-je vraiment colonisée, si je peux investir dans la technologie moderne ? Si je réalise que l'Asie a besoin d'options énergétiques plus propres et que j'en tire parti pour mon peuple ? Est-ce si éloigné de mes valeurs en tant qu'autochtone ? »

Le gouvernement canadien mise sur sa mentalité. Le Canada offre aux Premières nations de la côte du Pacifique des milliards de dollars sous forme de garanties de prêt, de promesses de participation et d'autres incitations financières afin d'encourager l'exploitation du gaz sur leurs terres.

Les États-Unis dominent les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) et le Canada veut en profiter. Ses terminaux de la côte du Pacifique peuvent offrir des livraisons plus rapides et moins chères à la Corée du Sud, au Japon et à la Chine que les terminaux de la côte américaine du golfe du Mexique. (L'industrie gazière américaine n'a fait que des débuts hésitants pour développer ses propres débouchés sur la côte du Pacifique).

Des milliards de dollars de recettes et la longévité de l'industrie canadienne des combustibles fossiles sont en jeu. Le Canada est le quatrième producteur mondial de pétrole brut et le cinquième pour le gaz. Shell et ses partenaires dépensent environ 12,6 milliards de dollars rien que pour la première phase de leur terminal LNG Canada, selon un porte-parole de la coentreprise.

Au cours des dernières décennies, les tribunaux canadiens ont accordé aux populations autochtones une plus grande autorité sur leurs terres. Les Haisla s'en servent pour négocier des accords sur les emplois et les paiements, tandis que certains peuples voisins, les Gitksan et les Nisga'a, utilisent cette même autorité pour lutter contre les compagnies gazières.

« Nous sommes condamnés si nous le faisons et condamnés si nous ne le faisons pas », a déclaré Brad Starr, un artiste Haisla qui réalise des sculptures en bois dans un studio situé en face de l'appartement de Mme Smith. « Mais chacun d'entre nous et nos enfants auront de l'argent à la banque grâce à cela. C'est aussi simple que cela. Nous avons tant à reconstruire. »

M. Starr prévoit de sculpter un panneau représentant une grue érigeant un pont vers le terminal de Shell, la machine étant imprégnée de représentations de la faune locale. Lors d'un référendum organisé en mai, il s'est joint à 97 % des Haisla pour voter en faveur de l'exploitation du gaz. Beaucoup ont mis de côté leurs craintes que les terminaux et les pétroliers ne nuisent aux baleines et aux poissons, qui ont une importance à la fois économique et spirituelle, sans parler de la contribution des émissions de gaz au changement climatique.

Mme Smith espère que les nouveaux investissements permettront de contrer les discriminations et les déplacements forcés qui ont enraciné la pauvreté et la perte de culture.

La tribu pouvait à peine s'offrir une photocopieuse dans les années qui ont précédé le moment où les compagnies gazières ont commencé à courtiser les Haisla, a-t-elle déclaré. "Nous n'avions aucune solution pour notre peuple. L'argent - les programmes de désintoxication, la prévention du suicide, le logement, les cours de langue - c'est une chance, peut-être la seule.

Un soir récent, Mme Smith a emmené sa fille de 15 ans, Emma-Leigh, à l'entraînement de basket-ball dans un gymnase qu'elle espère rénover grâce aux recettes du gaz. Ses murs étaient tapissés de bannières de championnat remontant à 1965, cinq ans seulement après que les peuples autochtones du Canada eurent obtenu le droit de vote.

Une route isolée, une longue histoire

Le panneau indique « *Route fermée* », sur un chemin de terre sombre et solitaire qui traverse la forêt. Le panneau usé par les intempéries surplombe un portail métallique verrouillé et une vieille Acura défoncée, ornée d'un autre panneau d'avertissement. Le message est clair : les entreprises de gaz ne sont pas les bienvenues.

Aussi modeste que soit cette barrière, elle symbolise le pouvoir que les peuples autochtones du Canada tentent d'affirmer, par le biais de tribunaux et de manifestations, sur ce qui peut et ne peut pas être fait sur les terres où ils détiennent un titre aborigène en vertu de la Constitution du Canada. Dans les années 1970, les bûcherons ont abattu et transporté par camion 1,2 million de tonnes de cèdre rouge de l'Ouest rien que sur cette route isolée. Aujourd'hui, le tracé proposé pour le gazoduc de Prince Rupert passe sous la forêt encore en cours de reconstitution.

Les dernières manifestations anti-gaz ont échoué.

Bien qu'ils aient organisé des années de manifestations et attiré des sympathisants de tous horizons, les Wet'suwet'en voisins ont finalement perdu leur bataille contre le gouvernement canadien et devant les tribunaux. Leurs terres sont désormais traversées par Coastal GasLink, qui approvisionnera l'installation LNG Canada de Shell et le terminal de Haisla, Cedar LNG.

En 2020, cet oléoduc a été construit sous haute surveillance policière.

L'oléoduc traversant le territoire des Gitxsan a été approuvé par le gouvernement canadien et les premiers travaux de construction sont en cours. Il alimenterait un gigantesque projet de terminal situé à environ 90 miles au nord des Haisla, sur les terres de la tribu des Nisga'a, dont les Nisga'a sont copropriétaires avec des compagnies gazières basées en Alberta et au Texas.

Charlie Wright, chef de l'un des sous-clans Gitxsan, la maison Luutkudziiwus, a déclaré : « *Nous devons donc sacrifier notre terre pour qu'ils puissent avoir du gaz en Asie. "C'est de la folie. »*

M. Wright s'est réuni avec des membres de sa famille et de sa communauté dans un petit camp près de la porte verrouillée. Alors que la lumière du jour s'estompait dans le froid humide de la nuit, il a allumé un feu et fait griller des lanières de saumon séché, les rendant ainsi croustillantes et libérant leur graisse. S'exprimant en langue gitxsan, il a conduit le groupe dans la prière.

Contrairement à Mme Smith, il n'a pas été élu. La plupart des Premières nations ont aujourd'hui des chefs héréditaires et des chefs élus, ces derniers faisant partie des changements apportés à la fin des années 1800 qui visaient à remplacer la gouvernance traditionnelle par des agents responsables devant le gouvernement canadien.

Les chefs élus des Haisla, des Gitxsan, des Wet'suwet'en et des Nisga'a sont tous favorables à l'exploitation du gaz.

« *Vous avez des gens qui chérissent les enseignements de nos ancêtres, qui savent que nos cultures sont au bord de l'extinction, qui comprennent qu'il n'existe pas de pipeline à risque zéro* », a déclaré Pansy Wright-Simms, une matriarche Gitxsan, « *et puis vous avez des gens qui considèrent que leur territoire est à vendre* ».

Elle n'est pas d'accord avec des personnes comme le chef Smith. Ils ont des réponses opposées à cette question : Un afflux d'argent pourrait-il contribuer à sauver leur mode de vie ou accélérer sa destruction ?

« *Nous tirons notre subsistance de nos forêts et de nos rivières* », explique Mme Wright-Simms. « *Et vous me dites que les coupes à blanc, les campements de*

milliers d'hommes et les engins de chantier sur les rives de nos cours d'eau sont bons pour l'environnement ? Il n'y a aucune somme d'argent que nous prendrions pour permettre cela ».

Pipeline à travers la ciguë

Sur les terres nisga'a, les premières entailles dans les forêts ont déjà été faites : la ciguë, l'épicéa, le cèdre et le pin font place à un oléoduc. Un espace a été dégagé pour permettre aux équipes d'exploitation forestière de vivre. D'un côté de l'immense clairière se trouvent leurs caravanes. À l'autre extrémité, un tas d'arbres mutilés.

Une autre ligne de coupe à blanc serpente vers le Pacifique, le long des rives de la rivière Nass et sur des lits de lave déposés par une éruption il y a quelques centaines d'années, une zone que certains Nisga'a considèrent comme une terre sacrée pour les villages ensevelis par la calamité. Et sur l'île de Pearse, inhabitée à l'exception des grizzlis, des visons, des martres, des loutres et d'innombrables espèces d'oiseaux, le site d'une installation qui pourrait un jour exporter 12 millions de tonnes de gaz par an est en train d'être creusé.

L'afflux de travailleurs a pris certaines personnes au dépourvu. "Nos dirigeants ne nous ont pas tant consultés qu'ils ne nous l'ont déclaré", de dire Cecil Mercer, 55 ans, qui était lui-même bûcheron jusqu'à ce qu'il se casse la main dans un accident.

Eva Clayton, chef élue des Nisga'a, n'a pas répondu aux demandes de rencontres.

Le fjord à l'embouchure de la Nass est presque assez vaste pour que les aménagements paraissent dérisoires. Sa beauté est presque hallucinogène, un kaléidoscope de brume, de mousse et de givre, rincé par des pluies et des neiges quasi constantes et drainé par des ruisseaux bleu topaze.

Des otaries à fourrure, des orques et des baleines à bosse sillonnent le chenal ouvert. Le crabe dormeur et la crevette tigrée sont si légendairement abondants dans ses eaux glaciales qu'ils attirent des flottes de pêche du Viêt Nam.

Le terminal n'est pas une affaire réglée : il n'a pas encore reçu l'engagement final de financement de la part des prêteurs. Mais les habitants de la région disent qu'il y a un air d'inéluctabilité.

« La moitié d'entre nous est pour, l'autre moitié est contre », déclare Larry Stevens, 30 ans, membre de la garde côtière tribale et guide de pêche occasionnel. « C'est comme ça, coupé en plein milieu ce qui permet aux grosses fortunes d'arriver à leurs fins. »

Certains habitants de la vallée se disent favorables à l'emploi et au développement, mais estiment que les coûts environnementaux sont trop élevés.

Sam Evans, un ingénieur local, a déclaré qu'il avait vu des sources où il avait bu quand il grandissait entourées de petits drapeaux rouges indiquant le tracé de l'oléoduc.

« J'ai l'impression qu'ils tombent dans le vieux piège des avantages à court terme et des dommages à long terme », a-t-il déclaré.

L'été dernier, M. Mercer a rassemblé des signatures demandant une injonction contre le projet et en a recueilli plus de 200, soit environ 10 % des habitants de la vallée. Chaque signature est écrite à l'encre bleue sur des feuilles volantes, dans l'écriture hésitante, raffinée ou précipitée des Nisga'a du nord au sud de la Nass.

« Ils veulent faire de nous un souvenir - même notre chef semble d'accord avec cela », a déclaré M. Mercer. « Les Nisga'a vivaient autrefois de la terre et de la mer, mais aujourd'hui, ils sont devenus un grand nom de l'industrie gazière. Vous vous foutez de ma gueule ? »

Source : <https://www.nytimes.com/2024/12/13/climate/canada-lng-natural-gas-indigenous-first-nations.html>